

CONNAÎTRE ET COMPRENDRE POUR MIEUX RESISTER

VOYAGE DANS L'UNIVERS *FAURECIA*

FAURECIA est un équipementier automobile (n°5 mondial) dans quatre activités clés : sièges automobile, technologies de contrôle des émissions, systèmes d'intérieur et extérieurs d'automobile. Le groupe naît de la fusion d'*ECIA*, filiale de *PSA Peugeot* créée en 1987 à partir d'anciennes divisions du groupe, et du producteur de sièges automobiles *Bertrand Faure*. En 2001, *FAURECIA* achète l'équipementier automobile *Sommer-Alibert*. C'est une filiale à 57,43% de *PSA* qui détient 70,86% des droits de vote. Son siège social est à Nanterre.



La crise accélère la casse industrielle, les suppressions d'emplois et son corollaire l'exploitation prolétarienne

Bien avant l'éclatement de la crise financière, les plans de suppressions d'emplois se succédaient déjà depuis plusieurs années dans le secteur automobile et les équipementiers qui travaillaient pour lui. La crise est venue brutalement aggraver cette situation engendrant une nouvelle réduction de la production qui à son tour engendrait de nouvelles vagues de licenciements car le patronat et le gouvernement entendaient bien faire payer leur crise aux travailleurs.

FAURECIA avait vu son chiffre d'affaires et son excédent brut d'exploitation (EBE)¹ baisser avec des soldes négatifs à de 101 millions d'euros en 2006, 146 millions en 2007, et 181 millions en 2008 et une réduction d'effectifs de 600 postes de travail entre 2007 et 2008. En 2009, les pertes du groupe² atteignaient 433 millions d'euros (contre 574,8 en 2008 et 237,5 en 2007) et la baisse du chiffre d'affaires était de plus de 22%. Conséquence : *FAURECIA* réduisait ses effectifs de 20% en France, de 18% dans le monde (4 000 postes), entre juin 2008 et décembre 2009. Quant aux "sous traitants", ils étaient sévèrement touchés notamment *Honeywell*, *Johnson controls*, *Molex*, *Tyco*, *Valeo*, conduisant à des réductions d'effectifs voire des fermetures de sites. Pour autant, la crise a davantage été un accélérateur qu'un déclencheur des restructurations déjà prévues des délocalisations d'activité dans d'autres pays.

Dans cette même période, les travailleurs de *FAURECIA* automobile apprenaient la perte de contrats auprès de leur plus gros client, *Peugeot Citroën*, qui n'était autre que son principal actionnaire, à 72 %. *FSA* voyait ainsi sa part de marché chez le constructeur automobile passer

¹ Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation

² Résultat net consolidé (EBE auquel – pour résumer - on soustrait l'amortissement, le paiement des intérêts, de l'impôt sur les sociétés)

d'une situation quasi hégémonique il y a quelques années à 59 % prévus en 2010. Ce qui faisait dire à un syndicaliste CFDT que : « Peugeot se comporte de façon très étrange avec FAURECIA qui n'est pas privilégié par rapport à d'autres équipementiers. Il n'y a aucune synergie entre la maison mère et sa filiale » et de regretter « qu'une fois de plus, on restructure en supprimant des emplois, sans jamais évaluer économiquement l'efficacité de cette stratégie » (motif suffisant pour la direction pour expliquer les nécessaires coupes dans les emplois afin de pérenniser l'entreprise). Les travailleurs percevaient bien que cette décision était plus structurelle que conjoncturelle puisque dans le même temps FAURECIA décidait de tailler à la hache dans les effectifs « recherche et développement » (R&D), avec la suppression de 400 postes à Brières-les-Scellés (Essonne).

De telles planifications de réductions de coûts sur la variable d'ajustement que sont les emplois ont eu pour conséquence la fermeture d'une quinzaine de sites, surtout aux États-Unis. Bien que PSA, actionnaire majoritaire de FAURECIA ait bénéficié du plan d'aide de l'État à la filière automobile de 6 milliards d'euros, tous deux ont poursuivi la casse des forces productives pour répondre aux appétits insatiables des actionnaires.

FAURECIA s'est donc refait une santé en licenciant à tour de bras ce qui lui permettait de renouer avec les profits en 2010 et dégager un bénéfice net de 202 millions d'euros soit avec un rebond de 48% du chiffre d'affaires total à 13,8 milliards d'euros. De plus, l'activité était dopée :

- par des gains de productivité conséquents dus en grande partie à l'intensification du travail
- par l'acquisition de la société américaine *Emcon*, spécialisée dans les technologies de contrôle des émissions de gaz d'échappement. FAURECIA devenait le leader mondial du secteur, un marché à 29 milliards d'euros l'an dernier et qui, selon les analystes, doit bondir à 65 milliards en 2020. Alors que PSA réduisait sa participation dans le capital de sa filiale de 70,86% à 57,4%, l'ancien propriétaire d'*Emcon*, le fonds d'investissement *One Equity Partners* lié à la banque JP Morgan Chase, y prenait pour sa part 19% du capital et obtenait deux sièges au conseil d'administration.
- par une croissance soutenue dans tous les pays (en Amérique du Nord, l'activité était multipliée par plus de deux tandis qu'en Asie, elle avait pratiquement doublé), FAURECIA, avec 75 000 salariés, est présent dans 33 pays avec 200 sites de production et 38 centres de R&D. Selon *La Tribune*, 2011 devrait être un bon crû puisque le groupe enregistre une forte progression de ses résultats au premier semestre 2011 avec une croissance de 19% des ventes totales à 8 150 millions d'euros, un progrès de 57% de la marge opérationnelle³ à 340 millions d'euros et 4,2% du chiffre d'affaires, soit un gain de 1 point de marge sur le premier semestre 2010, une hausse de 82% du résultat net consolidé à 186 millions d'euros, et une capitalisation boursière de près de trois milliards d'euros. Depuis le début de l'année, le cours de l'action a augmenté de près de 20% environ, après un gain de près de 40% sur l'ensemble de 2010. C'est en Chine que FAURECIA, installé depuis 15 ans, est le plus agressif et que porte une grande partie de sa stratégie (de part l'importance du marché asiatique)

En 2010, le chiffre d'affaires a franchi la barre du milliard d'euros et 1,3 milliard de nouveaux contrats ont été conclus. Toujours en 2010, FAURECIA a signé une alliance stratégique avec les chinois *Geely et Limin* pour développer, produire et livrer des systèmes d'intérieur et des extérieurs d'automobile aux marques de *Geely*. *Geely*, repeneur du suédois *Volvo*, compte trois marques : *Emgrand*, *Englon* et *Gleagle*. Il est propriétaire de huit usines d'une capacité d'un million de véhicules par an et prévoit une capacité de deux millions et 11 usines d'ici à 2015. L'équipementier *Limin* dispose quant à lui de deux usines. Il est le principal fournisseur de *Geely*. Après sa prise de participation dans le capital de *Xuyang Group*, cette alliance constitue une nouvelle étape du développement de FAURECIA en Chine lui permettant de disposer de 25 usines et 4 centres de recherche, employant ensemble 6 000 personnes. Il devrait y compter 30 usines en fin d'année et 50 en 2015. A cet horizon, ses ventes dans le pays atteindraient 2,5 milliards d'euros, contre 1 milliard l'an dernier. La Chine est le pays rêvé pour les investisseurs car les travailleurs chinois sont

³ La marge opérationnelle (MOP) ou marge d'exploitation correspond au rapport entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires.

taillables et corvéables à merci et où le retour sur investissement est l'un des plus courts. L'Asie devrait alors représenter 15% des ventes totales du groupe, contre 7% à la fin 2009.

FAURECIA a une politique très agressive également en Allemagne. *FAURECIA Allemagne*, c'est 11 300 salariés produisant 28% du chiffre d'affaires total du groupe travaillant pour les voitures haut de gamme allemandes absorbant 39 % des ventes. En novembre 2010, FAURECIA s'offre la société *Angell-Demmel*, leader mondial des pièces en métal de décoration intérieure pour automobile, basée à Lindau. Elle employait 800 personnes et 90 % de la production était destinée aux constructeurs allemands (*Audi, Porsche, Daimler, BMW et Volkswagen*). Début 2011, FAURECIA rachète le département confort des sièges de Hoerbiger et certains actifs de Plastal, ce qui lui permet d'élargir sa base clients et renforcé son implantation industrielle et sa capacité en R&D (*Plastal*, c'était un chiffre d'affaire de 410 millions d'€, 6 sites de production un centre de R&D)

Parallèlement, en France, FAURECIA continue de travailler sur des projets innovants, notamment en matière de réduction des émissions de gaz et d'allègement des véhicules, sur les sites de *Bavans* et *Caligny* inaugurés en 2010. 850 ingénieurs, techniciens et producteurs travaillent sur ces deux sites.

Après une hausse de la production automobile mondiale estimée à 25% en moyenne en 2010, FAURECIA s'attend à un ralentissement de 6,5% à 7% de la production de véhicules légers dans le monde en 2011. Dans ce contexte, l'équipementier compte sur un chiffre d'affaires total compris entre 14,8 et 15,3 milliards, soit une croissance allant de 7,3% à 10,9% avec également un cash flow⁴ net supérieur à 200 millions d'€, contre 222 millions en 2010, et un résultat opérationnel allant de 580 à 640 millions, contre 456 millions en 2010. L'état de santé du groupe adossé à PSA est donc florissant au niveau mondial, d'autant plus que l'argent public coule ou a coulé à flot pour « maintenir l'emploi ». A ces apports sonnants et trébuchants gouvernementaux, il faut en outre y ajouter l'effort des collectivités locales, pour la mise à disposition gracieuse de réserve foncière, l'aménagement des sites ou la construction d'infrastructures.

Pour autant, cette oligarchie financière et industrielle est toujours de plus en plus vorace et avide de valorisation forcenée de ses investissements, de dividendes à deux chiffres. Il faut donc exploiter, surexploiter, sacrifier sur l'autel des profits les producteurs des différents sites.

Après les diverses restructurations, FAURECIA France, c'est 40 usines qui ont vu leur effectif passer de 16 500 à 14 600 en trois ans

Face à ces agressions répétées et aggravées, les travailleurs n'ont qu'une issue : la lutte de classe permanente, déterminée, auto-organisée. Avec des flux et des reflux, avec des résultats partiels et parfois substantiels, ils font front et toutes les usines du groupe ont connu, ces dernières années, des luttes de plus ou moins grandes ampleurs qui ont permis d'endiguer les prétentions de FAURECIA sans en arrêter sa stratégie. Ces quelques exemples vont illustrer sa stratégie et sa logique de classe.

FAURECIA Villers-la-Montagne (Meurthe et Moselle)

C'est ce qui est communément appelé un site « ré-industrialisé » par la grâce de quelques 5 millions d'euros engagés par les partenaires publics pour permettre le rachat et l'aménagement des anciens locaux abandonnés par Daewoo. Dès lors, FAURECIA y investit quelques sept millions d'euros pour y employer 195 personnes et y fabriquer des inserts d'appuie-tête et des palonniers de siège. Morale de la transaction : des millions pour un éphémère passage de Daewoo, des millions pour réhabiliter un site déserté au profit d'une entreprise qui en profite pour en fermer d'autres. Mais c'est tout de même pour 195 emplois (diront certains) sauf qu'il s'agit en fait du transfert de l'équipement et du personnel en provenance du site FAURECIA de Pierrepont installé depuis 1966

⁴ Le cash flow est la marge Brute d'Autofinancement : c'est la capacité réelle de l'entreprise à financer ses investissements, le service de sa dette et le dividende de ses actionnaires.

à côté ! Profitant de la restructuration, FAURECIA supprime 110 emplois à Pierrepont pour finalement fermer le site (sur lequel ont travaillé jusqu'à 670 employés) en octobre 2010.

FAURECIA Celles-sur-Plaine

Dans la foulée, la direction de FAURECIA, annonçait la fermeture, à l'été 2008, du site de Celles-sur-Plaine (Vosges), spécialisé dans la production de fils et garnitures métalliques pour sièges automobiles. L'usine employait une centaine de salariés dont un quart en contrats précaires. Ce plan s'inscrivait dans le cadre du « plan de redéploiement industriel » qui a entraîné 690 suppressions de postes, sur un total de 3.584 salariés.

FAURECIA Bavans/Beaulieu

En avril 2010, FAURECIA Bavans/Beaulieu près de Sochaux est devenu le 1^{er} pôle mondial de R&D (innovation des technologies de contrôle des émissions), une activité phare tirée par des exigences accrues de performances environnementales. Pour cela, 12 millions d'euros ont été investis dont 2 millions de la part des collectivités publiques (l'État, la région Franche-Comté, le département du Doubs et la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard). 330 techniciens et ingénieurs travaillent sur le site. Après le rachat de l'américain *Emcon Technologies* et des usines allemandes de *Plastal*, FAURECIA a vu son chiffre d'affaires croître de 25 % pour devenir le cinquième équipementier automobile mondial et le n°1 mondial des technologies de contrôle des émissions (un véhicule sur quatre dans le monde est déjà équipé de systèmes d'échappement FAURECIA.)

FAURECIA Systèmes d'échappement

Mais dans le même temps dans le cadre de son projet « redéploiement » FAURECIA systèmes d'échappement a programmé la suppression du service comptabilité, qui est partagé entre FAURECIA *Systèmes d'échappement*, FAURECIA *Bloc-Avant* et *EAK*, d'ici à la fin de l'année. Le motif invoqué par la direction pour la justifier est « lié aux charges fixes que l'entreprise souhaite réduire ».

L'objectif est de regrouper l'activité comptabilité sur les sites de Brières (Essonne), de Méru (Oise) et au Portugal. Cette réorganisation entraîne donc la disparition du service comptabilité de Beaulieu, qui emploie 25 salariées qui auraient le « choix » entre être licenciées ou accepter une affectation en dehors de la région pourquoi au Portugal.

CFE-CGC, CFDT et CGT ont refusé ce projet de fermeture et condamnent la brutalité de l'annonce, ainsi que la rapidité de mise en œuvre de ce plan de redéploiement à l'échelle du groupe FAURECIA. Pour autant leurs réactions sont corporatistes, puisqu'ils constatent en cœur qu'« il est regrettable que ce soit une fois de plus *FAURECIA Systèmes d'échappement* qui fasse les frais de ce redéploiement ». Quant à la revendication (que chaque salarié bénéficie de propositions de reclassements à proximité de chez lui), c'est une capitulation pure et simple.



Certes la procédure est retardée puisqu'il faudra attendre les conclusions de l'expert que le comité central d'entreprise a désigné. Mais seule une mobilisation des travailleurs sur une base claire (le maintien des emplois) pourrait permettre d'éviter les suppressions de postes. C'est le rôle de l'intersyndicale de préparer et d'appeler à une telle mobilisation ... mais en aura-t-elle la volonté ?

FAURECIA Crevin

Faurecia France a fermé une unité de production sur le site de Crévin en 2009. Elle fabriquait des pièces de planches de bord pour la *Citroën Xantia*. Motif invoqué par la direction : *plus rentable*. Résultat : sur les 40 ouvriers en CDI qui y travaillaient, une dizaine a été transférée sur le site de Bains-sur-Oust (Ile et Vilaine). 14 postes ont fait l'objet d'un reclassement ; quant aux 26 autres, ils ont été licenciés.

FAURECIA Caligny

C'est la finalité des restructurations souhaitée, engagée depuis 2002, sous l'impulsion du maire PS et de la député UMP pour faire de Caligny un pôle d'excellence. Pour cela, il fallait mettre à disposition des terrains qui permettent à FAURECIA Orne de regrouper ses trois sites (deux en centre-ville de Flers, un à Saint-Georges-des-Groseillers en périphérie) en un seul site. (de 40 000 m²). L'ensemble, aujourd'hui, comprend un centre de recherche, de développement et de formation et l'accueil d'autres entreprises et compétences dans le travail des métaux baptisé « Campus industriel de recherche et d'innovation appliquées aux matériaux » (Ciriam)

Le montage financier de ce pôle relève du partenariat public-privé, cher aux deux élus ornaïens puisque FAURECIA est locataire d'une SCI avec un bail de 20 ans et que les infrastructures de communication, voiries ont été prises en charge par les collectivités locales. Pour sa part, FAURECIA investissait 50 millions d'euros.

Cette restructuration interne, doublée des effets de la crise a eu pour résultat la suppression de 271 des 1 650 postes de Flers.

A l'échelle du groupe : c'est la suppression de 1 215 suppressions d'emplois sur 2009-2011, bien que l'entreprise ait bénéficié de 25 millions d'euros d'aides publiques. C'est donc en pleine tempête alors que l'épuration des sites battait son plein, alors qu'il avait arrosé copieusement le secteur automobile, que Sarkozy, le 3/11/2009 était venu inaugurer le « CIRIAM » et rassurer la filière.

Inauguration publicitaire élyséenne entourée de toutes les précautions afin qu'aucun incident stupide ne vienne briser cette belle harmonie. Préfecture, RG, PDG, intersyndicale s'étaient mis d'accord pour garantir que la visite se ferait sans accroc. Ce qui faisait dire à José De Sa Moreira(CFDT) que «*nous avons planifié la manifestation la veille de la visite de Nicolas Sarkozy et nous nous sommes assurés qu'il n'y aurait pas d'incident stupide, du type un salarié qui refuse de serrer la main au président, d'autant plus que nous savions que le jour même on ne pourrait même pas approcher*». Philippe Brossard, secrétaire général de la CGT confirmait et déclarait «*qu'une sélection des salariés avaient même été opérée par les DRH en fonction de leur taille* » (pas faire d'ombre à Nicolas)... et que donc pour faire la figuration d'autres sites avaient été conviés puisque la consigne était de réunir au moins 500 personnes pour faire la claque. Comme justification la CFDT dit «*Ce n'est pas dans notre intérêt [de nous faire remarquer], il y a eu 1215 suppressions d'emplois* »

Bien sûr qu'avec un tel degré de combativité, une telle collaboration avec le patronat, l'intersyndicale de Coligny, en se couchant, a laissé les travailleurs seuls face à une direction arrogante et agressive. Ce sont des comportements indignes d'organisations ouvrières qui démontrent que le prolétariat doit s'auto-organiser et se réapproprié son outil syndical.

FAURECIA à Saint-Nicolas-de-Redon

Ce site, en Loire-Atlantique a fermé ses portes le 30 juin 2011, officiellement en raison du choix de Toyota « *de réintégrer la production des structures de sièges de la Yaris au sein de sa filiale Toyota Boshoku* ». 165 travailleurs en CDI travaillaient encore sur le site. 116 salariés d'entre eux n'ont pas eu de solution de reclassement et ont été licenciés.

FAURECIA Brières les Scellées dans l'Essonne

Depuis 2005, les plans sociaux se succèdent à FAURECIA Brières/Etampes et les suppressions de postes se comptent par centaines. Elles ont abouti en 2008 à la fermeture définitive des unités de production et la délocalisation des dernières chaînes vers la Pologne. Il ne restait donc sur le site que l'activité de recherche et développement, à son tour menacée. Un an après la décision d'arrêter

l'activité de production sur le site de Brières-les-Scellés (Essonne), qui a touché 340 postes, et qui s'est achevée en juin 2008, la direction de FAURECIA supprimait 405 postes sur le centre de R&D, qui comptait un effectif de 1137 salariés. Cette mesure s'inscrivait dans un plan de réduction d'effectif global et qui concernait 1215 emplois sur trois ans sur neuf sites français. Brières était le site le plus touché.



Les services supports vont être également touchés comme à Beaulieu, la partie comptabilité fournisseurs sera délocalisée en partie au Portugal. Pour protester contre ce que les syndicats appellent « la mort annoncée du site », diverses actions ont pris corps pour répondre aux agressions (mise en congés forcés, licenciements ...). Expertises, grèves, suspension du versement de la subvention du CG de 157 000€, séquestration de dirigeants n'ont pas permis la sauvegarde de l'emploi d'autant que les travailleurs acceptaient l'accord signé entre la direction et les syndicats sur les mesures d'accompagnement du plan social. Cet accord prévoyait que les salariés touchés par le plan social bénéficieraient d'un congé de reclassement d'une durée allant jusqu'à 9 mois ainsi que de 10.000 euros de « capital formation reclassement » en plus des sommes déjà inscrites dans le PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi.)

Les différentes attributions d'aides financières n'ont été en fait, comme sur tous les autres sites, qu'un gaspillage de l'argent public permettant la pérennité du capitalisme sauvage et le gavage des actionnaires mais en tout état de cause pas le maintien de l'emploi. C'est à ce marché de dupes qu'ont souscrit les syndicats de FAURECIA Brières.

FAURECIA à Nompattelize

Dès 2009, les 400 travailleurs de ce site des Vosges étaient dans l'œil du cyclone puisque la direction annonçait la diminution des effectifs de 150 d'ici 2011. Sur le champ, c'était la résiliation des contrats de quelques 150 travailleurs intérimaires. Dans le même temps, les 400 salariés de l'usine voisine de Saint Michel-sur-Meurthe, spécialisée dans la fabrication de tableaux de bords et de revêtements de portières, connaissaient des périodes de chômage partiel de plus en plus importantes (3 jours sur 5 par semaine), en raison de la baisse d'activité de ses donneurs d'ordres. Peu auparavant, FAURECIA avait fermé le site de Celles-sur-Plaine, à quelques kilomètres de Nompattelize, en promettant de « revitaliser le site ». Mais l'usine est toujours à vendre. En 2011, à Nompattelize, des 400 travailleurs, il n'en reste plus que 270 spécialisés dans la fabrication d'armatures de sièges pour les groupes automobiles BMW, PSA et Renault, dont les programmes arriveront à échéance en 2013. Magnanime et prévisionnelle, la direction a présenté deux projets aux délégués du personnel « pour sauvegarder les emplois » dit-elle :

- Le premier émane de la société *Luménéo* et prévoit la fabrication en petite série de véhicules ultra-compacts à moteur électriques (*Smera* et *Noema*) Les investissements nécessaires, dont le montant n'est pas encore communiqué, seront cofinancés par le groupe FAURECIA et la société *Luménéo* accompagnés par le fonds d'investissement *Ecomobilité Partenaire* de la SNCF (1,6 millions d'€) et *XMP Business Angel*. Des voitures électriques plutôt que des sièges automobiles... Pourquoi pas, mais le projet dévoilé par la direction générale de FAURECIA, inquiète les 270

salariés restants car ils craignent que *Luménéo* ne profite de cette restructuration pour épurer les effectifs

- Le deuxième, encore en cours d'analyse, envisage de confier au site vosgien la sous-traitance de composants et sous-ensembles métal pour les petites séries destinés à d'autres unités du groupe.

FAURECIA à Auchel Pas de Calais

Depuis mars 2009, FAURECIA Auchel était dans le collimateur de la direction qui voulait se débarrasser de ce site et des travailleurs qui y étaient attachés. C'était sans compter sur la pugnacité de ces derniers qui refusaient ce projet qui prévoyait le transfert de 329 postes sur 508 vers les sites de Marles-les-Mines et Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, et la suppression des 179 emplois restants. Mais les travailleurs n'acceptaient ni la fermeture ni le transfert et décidaient à la majorité de la grève avec piquets. Après près d'un mois de grève, l'accord signé par l'intersyndicale prévoyait le maintien d'une activité à Auchel de 90 emplois jusqu'en 2013, le transfert interne sur la base du volontariat de 329 salariés (172 à Marles-les-Mines et 157 à Hénin-Beaumont), et la réindustrialisation du site avec création de 80 emplois, ainsi que la rémunération des jours chômés pour tous. 3 000 euros : c'est le montant de la prime de fin de conflit que la direction a dû consentir aux FAURECIA de Auchel, décomposée en 1 000 euros versés sous forme d'une avance sur l'intéressement. Enfin, concernant les licenciements secs, les salariés qui se sont portés volontaires lors des quatre vagues de départs, qui étaient proposées jusqu'en 2011 ont touché une indemnité de préjudice de 50 000€ et 20 000€. C'était littéralement en marché de dupes puisque la direction arrivait à ses fins, tout brader et ne conserver que 90 travailleurs.

Les 80 travailleurs survivants des épurations de personnel étaient en grève fin mars 2011 pour obtenir une revalorisation salariale. Devant l'intransigeance de la direction, ils ont bloqué tous les sites d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). La direction proposait une hausse salariale de 1% en mars puis de 1% en septembre, soit 46 euros bruts mensuels, alors que les syndicats (CGT, FO, CFTC, CFDT) demandaient une augmentation de 100 euros nets mensuels ainsi que le paiement des jours de grève. En réponse, la direction avait fait valoir l'aspect illégal du blocage et a licencié six grévistes-bloqueurs. Tous les moyens ont été bons pour cette direction réactionnaire et répressive : chantage en menaçant de fermer le site si la grève continuait, répression, mise à pied. Cet arsenal doublé de la complicité syndicale a eu raison de la combativité des travailleurs ce qui faisait dire à un élu CGT « que dès que les premières mises à pied sont tombées, on a fait un geste de bonne volonté... On a stoppé le conflit net ». Un tel aveu est scandaleux et il a du laisser bien de l'amertume chez les travailleurs.



Blocage de l'usine d'Hénin Beaumont par les grévistes (Photo Voix du Nord)

Les travailleurs n'ont pas à payer la crise du capitalisme ! Organisons-nous tous ensemble pour résister !

De l'argent, il y en a chez FAURECIA. Le groupe a racheté des dizaines de concurrents tant français qu'étrangers, fait des bénéfices monstrueux grâce aux délocalisations, à la sur-exploitation des travailleurs, aux prêts généreux que Sarkozy et son État ont octroyés au grand patronat.

- Pour contrecarrer cette stratégie, leurs luttes, leurs échecs, leurs succès émaillent leur vie d'exploités au sein du groupe FAURECIA.
- Tous les sites ont connu des hémorragies d'emplois, le cynisme de leur direction qui touche des subventions publiques et continuent de licencier, délocaliser, licencier.
- Tous les sites ont connu à différents moments des luttes mais force est de constater qu'elles n'ont pas été toujours à la hauteur des agressions ; pour autant ces réactions indiquent que des travailleurs de tous les sites de FAURECIA refusent les pseudo-justifications patronales, refusent de subir passivement leurs agressions. Ils développent des rapports de force mais ne permettant pour l'instant que des réponses partielles à leurs revendications. L'une des raisons : c'est que trop souvent ils restent isolés, site par site sans réelles convergences de lutte.

Alors qu'il faudrait centraliser les luttes dans la perspective de la grève générale en recherchant l'unité de tous les sites, les organisations syndicales sont plus enclines à « accompagner » les décisions patronales où à résister au coup par coup plutôt que d'appeler à l'unité d'action, à la grève. Pourtant chaque site révèle qu'il y a des travailleurs combatifs et des syndicalistes de classe qui animent les combats avec le courage et la détermination nécessaires pour faire avancer les revendications par la lutte de classe...

Dans la lutte de classes : La grève reste l'arme déterminante

Par leur position dans la division du travail, les travailleurs ont la capacité de bloquer la production, paralyser l'économie et d'ouvrir la perspective d'une société socialiste reposant sur la collectivisation des moyens de production et leur gestion démocratiques par les travailleurs auto-organisés.

Ceci posé, il revient aux militants communistes révolutionnaires d'aider les syndicalistes, les travailleurs combatifs, à combattre l'orientation de leurs dirigeants, à se réapproprier leurs syndicats à tous les niveaux, à chasser les bureaucrates et à garder le cap d'une lutte de classe indépendante. En particulier, il est nécessaire de les aider à comprendre que le « syndicalisme d'accompagnement » doit être combattu sans concession, que c'est en renouant avec le combat syndical anticapitaliste auto-organisé que les travailleurs de FAURECIA, comme les autres, pourront espérer lutter avec succès. Pour autant, leurs victoires ne seraient que partielles tant qu'une réponse globale n'aura pas été donnée à la crise et au système qui l'a engendrée. Il faut donc donner une réponse politique. Cela passe par la construction d'un parti et doté d'un programme communiste révolutionnaire, avec pour axe stratégique le gouvernement des travailleurs.

C'est la tâche des révolutionnaires que de permettre aux travailleurs d'affronter le gouvernement et le patronat avec des armes de classes évitant les collusions entre « partenaires sociaux », et en s'épargnant d'en passer par les libéraux (UMPS), les alter-capitalistes (FDG), et les réactionnaires frontistes. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces instruments du capital, ils ne peuvent donc compter que sur leur lutte de classe.

- **Pas de licenciement !**
- **Pas de fermetures de sites !**
- **Ouverture des livres de compte !**
- **Développement des luttes dans la perspective de la grève générale, jusqu'à l'occupation des usines, pour faire céder gouvernement et patronat !**

Jean Veymont